Quatre-vingt-septième année – N° 4592 9 safar 1419 (4 juin 1998)

ISSN 0851 - 1217

ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

EDITION DE TRADUCTION OFFICIELLE

Le prix du numéro : 10 DH

EDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT			ABONNEMENT
	AU MAROC		A L'ETRANGER	IMPRIMERIE OFFICIELLE
	6 mois	1 an		RABAT - CHELLAH
Edition générale	250 DH	400 DH	A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	Tél. : 76.50.24 - 76.50.25 - 76.54.13
Edition des débats de la Chambre des Représentants	—	200 DH		Compte n° 4314 ouvert à la Trésorerie Générale du Royaume à Rabat
Edition des annonces légales, judiciaires et administratives	250 DH	300 DH		
Edition de traduction officielle	150 DH	200 DH		

L'édition de traduction officielle contient la traduction officielle des lois et règlements ainsi que le texte en langue étrangère des accords internationaux lorsqu'aux termes de ces accords, ledit texte fait foi, soit seul, soit concurremment avec le texte arabe

SOMMAIRE

TEXTES GÉNÉRAUX

Pages

Contrat de cautionnement conclu entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne d'investissement pour la garantie d'un prêt.

Décret n° 2-98-395 du 23 moharrem 1419 (20 mai 1998) approuvant le contrat de cautionnement conclu le 6 novembre 1997 entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne d'investissement pour la garantie du prêt de 30,50 millions Ecus, consenti par ladite banque à la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Marrakech (RADEEMA) pour le financement du projet « Assainissement villes impériales (Maroc) »..... 265

Attributions et pouvoirs du ministre du secteur public et de la privatisation.

Décret n° 2-98-449 du 28 moharrem 1419 (25 mai 1998) relatif aux attributions et aux pouvoirs du ministre du secteur public et de la privatisation..... 265

Service militaire. – Année 1999.

Décret n° 2-98-415 du 28 moharrem 1419 (25 mai 1998) fixant l'importance et la composition du contingent des appelés au service militaire pour l'année 1999 ainsi que la date d'appel..... 266

Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur n° 1116-98 du 14 moharrem 1419 (11 mai 1998) fixant les dates de réunions des commissions chargées de l'examen des demandes de certificats attestant la qualité de soutien de famille..... 266

Pages

Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur n° 1117-98 du 14 moharrem 1419 (11 mai 1998) fixant les conditions dans lesquelles seront recencés, au cours de l'année 1999, les assujettis au service militaire..... 266

Délégation de signature et d'attributions.

Arrêté du ministre chargé de l'aménagement du territoire, de l'environnement, de l'urbanisme et de l'habitat n° 1137-98 du 24 moharrem 1419 (21 mai 1998) portant délégation de signature au secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé de l'aménagement du territoire, de l'environnement, de l'urbanisme et de l'habitat, chargé de l'habitat..... 266

Arrêté du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle n° 1231-98 du 24 moharrem 1419 (21 mai 1998) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargée des handicapés..... 267

Arrêté du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle n° 1232-98 du 24 moharrem 1419 (21 mai 1998) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé de la protection sociale, de la famille et de l'enfance..... 267

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

Pages

Arrêté du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle n° 1233-98 du 24 moharrem 1419 (21 mai 1998) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé de la solidarité et de l'action humanitaire..... 268

Crédit foncier et crédit à la construction. – Conditions d'agrément.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 552-98 du 7 moharrem 1419 (4 mai 1998) fixant les conditions d'agrément des établissements de crédit effectuant des opérations de crédit foncier et de crédit à la construction..... 268

Normes marocaines.

Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat et du ministre de l'équipement n° 1139-98 du 16 moharrem 1419 (13 mai 1998) portant homologation de normes marocaines..... 269

Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat et du ministre de l'équipement n° 1140-98 du 16 moharrem 1419 (13 mai 1998) portant homologation de normes marocaines..... 269

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat n° 1037-98 du 29 hija 1418 (27 avril 1998) attribuant le droit d'usage de la marque de conformité aux normes marocaines aux sociétés INES et l'Usine électrique..... 270

TEXTES PARTICULIERS

Société nationale de sidérurgie. – Transfert d'actions détenues par l'Etat aux salariés.

Décret n° 2-98-223 du 8 moharrem 1419 (5 mai 1998) décidant le transfert de 117.000 actions détenues par l'Etat aux salariés de la Société nationale de sidérurgie « SONASID »..... 271

Pages

Monuments historiques. – Classement de la Casbah de Caïd Ali Al-Jadida.

Décret n° 2-98-377 du 23 moharrem 1419 (20 mai 1998) portant classement de la casbah de Caïd Ali Al-Jadida, sise à la commune d'Agdz, province de Zagora, et ses annexes en tant que monuments historiques..... 275

Communauté urbaine de Meknès et conseils communaux. – RADEM.

Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur n° 1094-98 du 8 chaoual 1418 (6 février 1998) approuvant les délibérations du conseil de la communauté urbaine de Meknès et des conseils communaux relevant de cette communauté, chargeant la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Meknès (RADEM), du service de l'assainissement, ainsi que le cahier des charges y annexé..... 276

Sociétés de financement.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 539-98 du 17 moharrem 1419 (14 mai 1998) portant agrément de la société « SALAFIN » après le changement du lieu de son siège social..... 276

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 540-98 du 17 moharrem 1419 (14 mai 1998) portant agrément de la société « Assalaf Chaâbi du Tensift » après le changement du lieu de son siège social..... 276

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 541-98 du 17 moharrem 1419 (14 mai 1998) portant agrément de la Société africaine Louifak pour l'achat et le financement à crédit « SALAF » après le changement du lieu de son siège social..... 277

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 542-98 du 17 moharrem 1419 (14 mai 1998) portant agrément de la société « Union de crédit » après le changement du lieu de son siège social..... 277

AVIS ET COMMUNICATIONS

Extrait des décisions du directeur général des douanes et impôts indirects portant classement tarifaire diffusées durant le mois d'avril 1998..... 278

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

TEXTES GÉNÉRAUX

Décret n° 2-98-395 du 23 moharrem 1419 (20 mai 1998) approuvant le contrat de cautionnement conclu le 6 novembre 1997 entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne d'investissement pour la garantie du prêt de 30,50 millions Ecus, consenti par ladite banque à la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Marrakech (RADEEMA) pour le financement du projet « Assainissement villes impériales (Maroc) ».

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le paragraphe I de l'article 41 de la loi de finances pour l'année 1982, n° 26-81, promulguée par le dahir n° 1-81-425 du 5 rabii I 1402 (1er janvier 1982) ;

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Est approuvé, tel qu'il est annexé à l'original du présent décret, le contrat de cautionnement conclu le 6 novembre 1997 entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne d'investissement pour la garantie du prêt de 30,50 millions Ecus, consenti par ladite banque à la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Marrakech (RADEEMA) pour le financement du projet « Assainissement villes impériales (Maroc) ».

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 23 moharrem 1419 (20 mai 1998).
ABDERRAHMAN YOUSSOUFI.

Pour contreseing :
Le ministre de l'économie et des finances,
FATHALLAH OUALALOU.

Décret n° 2-98-449 du 28 moharrem 1419 (25 mai 1998) relatif aux attributions et aux pouvoirs du ministre du secteur public et de la privatisation.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution, notamment son article 65 ;

Vu le dahir n° 1-98-38 du 17 kaada 1418 (16 mars 1998) portant nomination des membres du gouvernement ;

Vu la loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé promulguée par le dahir n° 1-90-01 du 15 ramadan 1410 (11 avril 1990) ;

Vu le décret n° 2-90-403 du 25 rabii I 1411 (16 octobre 1990) relatif aux pouvoirs du ministre chargé de la mise en œuvre des transferts des entreprises publiques au secteur privé,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Les attributions et pouvoirs dévolus au ministre chargé de la mise en œuvre des transferts des entreprises publiques au secteur privé par le décret susvisé n° 2-90-403 du 25 rabii I 1411 (16 octobre 1990) sont désormais exercés par le ministre du secteur public et de la privatisation.

ART. 2. – Outre les attributions et pouvoirs visés à l'article premier ci-dessus, M. Rachid Filali, ministre du secteur public et de la privatisation est chargé de :

1. – Élaborer et proposer, en concertation avec les ministères concernés, la politique générale et sectorielle de l'Etat en matière de rationalisation et d'ouverture au privé du secteur public et veiller à sa mise en œuvre ;

2. – Préparer en concertation avec les ministères concernés les contrats programmes à conclure avec les EEP, destinés à définir les relations entre l'Etat et lesdits EEP, et en suivre l'exécution ;

3. – Évaluer et rendre compte des performances de gestion des établissements et entreprises publics et développer, à cet effet, une banque de données du secteur public au service du gouvernement ;

4. – Décider, après accord du Premier ministre et lancer en concertation avec les départements concernés tous les audits externes des établissements et entreprises publics, en assurer le suivi et veiller à la mise en œuvre des recommandations des audits et décisions retenues par le gouvernement ;

5. – Requérir des dirigeants des établissements et entreprises publics, la communication de tous documents, études, renseignements, informations et explications concernant lesdites entités ;

6. – Suivre les travaux et l'exécution des décisions des conseils d'administration des établissements et entreprises publics.

ART. 3. – Le ministre du secteur public et de la privatisation est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 28 moharrem 1419 (25 mai 1998).
ABDERRAHMAN YOUSSOUFI.

Pour contreseing :
Le ministre du secteur public et de la privatisation,
RACHID FILALI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 4590 du 2 safar 1419 (28 mai 1998).

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

Décret n° 2-98-415 du 28 moharrem 1419 (25 mai 1998) fixant l'importance et la composition du contingent des appelés au service militaire pour l'année 1999 ainsi que la date d'appel.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le décret royal n° 137-66 du 20 safar 1386 (9 juin 1966) portant loi relatif à l'institution et à l'organisation du service militaire, notamment son article 9 ;

Vu le dahir n° 1-98-43 du 2 moharrem 1419 (29 avril 1998) portant délégation de pouvoir en matière d'administration de la défense nationale,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Le contingent des appelés au service militaire pour l'année 1999 est fixé à cinq mille quatre cent vingt (5.420).

ART. 2. – Le contingent comprendra des jeunes gens âgés de 18 à 28 ans possédant un niveau d'instruction générale au moins équivalent au certificat d'études primaires.

ART. 3. – La date d'appel du contingent est fixée au 1er février 1999.

ART. 4. – Le présent décret sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 28 moharrem 1419 (25 mai 1998).

ABDERRAHMAN YOUSSOUFI.

Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur n° 1116-98 du 14 moharrem 1419 (11 mai 1998) fixant les dates de réunions des commissions chargées de l'examen des demandes de certificats attestant la qualité de soutien de famille.

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le décret royal n° 137-66 du 20 safar 1386 (9 juin 1966) portant loi relatif à l'institution et à l'organisation du service militaire ;

Vu le décret royal n° 301-66 du 21 safar 1386 (10 juin 1966) relatif à l'exemption des obligations militaires et aux dispenses et sursis dont peuvent bénéficier les assujettis au service militaire, notamment son article 2,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Les commissions prévues à l'article 2 du décret royal susvisé n° 301-66 du 21 safar 1386 (10 juin 1966) se réuniront au siège de chaque préfecture ou province du 1er au 30 septembre 1998.

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 14 moharrem 1419 (11 mai 1998).

DRISS BASRI.

Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur n° 1117-98 du 14 moharrem 1419 (11 mai 1998) fixant les conditions dans lesquelles seront recensés, au cours de l'année 1999, les assujettis au service militaire.

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le décret royal n° 137-66 du 20 safar 1386 (9 juin 1966) portant loi relatif à l'institution et à l'organisation du service militaire, notamment son article 7 ;

Vu le dahir n° 1-98-43 du 2 moharrem 1419 (29 avril 1998) portant délégation de pouvoir en matière d'administration de la défense nationale ;

Après accord du Premier ministre,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Le recensement des assujettis au service militaire concerne les jeunes âgés de 18 à 28 ans au 31 décembre 1999 et possédant un niveau d'instruction équivalent, au moins, au certificat d'études primaires.

ART. 2. – Le recensement donnera lieu à l'établissement pour chaque assujetti, d'une notice individuelle faisant ressortir notamment les renseignements concernant son état civil, son domicile, sa situation familiale et professionnelle et le niveau de son instruction générale.

ART. 3. – Les notices individuelles de recensement des assujettis seront transmises en vue de la présélection au service de recrutement des Forces armées royales.

ART. 4. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 14 moharrem 1419 (11 mai 1998).

DRISS BASRI.

Vu : Le Premier ministre,

ABDERRAHMAN YOUSSOUFI.

Arrêté du ministre chargé de l'aménagement du territoire, de l'environnement, de l'urbanisme et de l'habitat n° 1137-98 du 24 moharrem 1419 (21 mai 1998) portant délégation de signature au secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé de l'aménagement du territoire, de l'environnement, de l'urbanisme et de l'habitat, chargé de l'habitat.

LE MINISTRE CHARGE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT,

Vu le dahir n° 1-98-38 du 17 kaada 1418 (16 mars 1998) portant nomination des membres du gouvernement ;

Vu le dahir n° 1-80-275 du 5 safar 1401 (13 décembre 1980) fixant les attributions des secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat et habilitant les ministres dont ils relèvent à leur déléguer leur signature ou certaines de leurs attributions ;

Vu le décret n° 2-94-830 du 18 chaabane 1415 (20 janvier 1995) fixant l'organisation et les attributions du ministère de l'habitat ;

Vu le décret n° 2-98-386 du 16 hija 1418 (14 avril 1998) relatif aux attributions du ministre chargé de l'aménagement du territoire, de l'environnement, de l'urbanisme et de l'habitat,

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Délégation est donnée à M. Mohamed M'Barki, secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé de l'aménagement du territoire, de l'environnement, de l'urbanisme et de l'habitat, chargé de l'habitat, à l'effet de signer ou de viser, au nom du ministre chargé de l'aménagement du territoire, de l'environnement, de l'urbanisme et de l'habitat, tous actes relatifs aux structures centrales et extérieures relevant du département de l'habitat, à l'exclusion du contreseing des actes réglementaires du Premier ministre.

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel.*

Rabat, le 24 moharrem 1419 (21 mai 1998).

MOHAMED EL YAZGHI.

Vu : Le Premier ministre,
ABDERRAHMAN YOUSSOUFI.

Arrêté du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle n° 1231-98 du 24 moharrem 1419 (21 mai 1998) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargée des handicapés.

LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL, DE LA SOLIDARITÉ, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE,

Vu le dahir n° 1-98-38 du 17 kaada 1418 (16 mars 1998) portant nomination des membres du gouvernement ;

Vu le dahir n° 1-80-275 du 5 safar 1401 (13 décembre 1980) fixant les attributions des secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat et habilitant les ministres dont ils relèvent à leur déléguer leur signature ou certaines de leurs attributions ;

Vu le décret n° 2-94-201 du 13 hija 1414 (24 mai 1994) portant institution du Haut commissariat aux handicapés ;

Vu le décret n° 2-98-412 du 15 moharrem 1419 (12 mai 1998) relatif aux attributions du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Délégation est donnée à M^me^ Nouzha Chekrouni, secrétaire d'Etat auprès du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargée des handicapés à l'effet d'exercer les attributions dévolues au ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle concernant les handicapés, à l'exclusion du contreseing des actes réglementaires du Premier ministre.

ART. 2. – Pour l'exercice des attributions prévues à l'article premier ci-dessus, M^me^ Nouzha Chekrouni dispose des services chargés des handicapés, placés sous l'autorité du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle.

ART. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel.*

Rabat, le 24 moharrem 1419 (21 mai 1998).

KHALID ALIOUA.

Vu : Le Premier ministre,
ABDERRAHMAN YOUSSOUFI.

Arrêté du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle n° 1232-98 du 24 moharrem 1419 (21 mai 1998) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé de la protection sociale, de la famille et de l'enfance.

LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL, DE LA SOLIDARITÉ, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE,

Vu le dahir n° 1-98-38 du 17 kaada 1418 (16 mars 1998) portant nomination des membres du gouvernement ;

Vu le dahir n° 1-80-275 du 5 safar 1401 (13 décembre 1980) fixant les attributions des secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat et habilitant les ministres dont ils relèvent à leur déléguer leur signature ou certaines de leurs attributions ;

Vu le décret n° 2-95-321 du 10 rejeb 1417 (22 novembre 1996) fixant les attributions et l'organisation du ministère de l'emploi et des affaires sociales, notamment ses articles 13 et 14 ;

Vu le décret n° 2-98-412 du 15 moharrem 1419 (12 mai 1998) relatif aux attributions du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Délégation est donnée à M. Mohamed Saïd Saadi, secrétaire d'Etat auprès du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé de la protection sociale, de la famille et de l'enfance, à l'effet d'exercer les attributions du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle, mentionnées ci-après, à l'exclusion du contreseing des actes réglementaires du Premier ministre :

- la réalisation d'études sur l'extension des systèmes de couverture sociale aux sans-emploi ;
- la promotion de la famille, de la femme et de l'enfant, notamment de l'enfant abandonné ;
- l'amélioration des conditions de vie sociale des personnes âgées ;
- œuvrer pour le développement et l'encadrement des associations agissant dans le domaine de l'action sociale et promouvoir le partenariat social avec les collectivités locales et les organisations non-gouvernementales, en relation avec les départements concernés ;
- donner l'avis sur les demandes de reconnaissance d'utilité publique formulées par les associations à caractère social ;
- œuvrer pour la formation et le perfectionnement des cadres dans le domaine de l'action sociale et des agents en fonction dans les services sociaux.

ART. 2. – Pour l'exercice des attributions prévues à l'article premier ci-dessus, M. Mohamed Saïd Saadi dispose des structures administratives suivantes, placées sous l'autorité du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle :

- la division des études et de la promotion sociale relevant de la direction des affaires sociales ;

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

– le service de la condition féminine relevant de la division de la condition féminine, de la famille et de la protection de l'enfance à la direction des affaires sociales ;
– le service de suivi de la « Kafala » relevant de la division de la condition féminine, de la famille et de la protection de l'enfance à la direction des affaires sociales ;
– le service des institutions d'accueil de l'enfance abandonnée relevant de la division de la condition féminine, de la famille et de la protection de l'enfance à la direction des affaires sociales ;
– le service des études et du développement de la couverture sociale des travailleurs relevant de la division des études de protection sociale à la direction de la protection sociale des travailleurs.

ART. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel.*

Rabat, le 24 moharrem 1419 (21 mai 1998).
KHALID ALIOUA.

Vu : Le Premier ministre,
ABDERRAHMAN YOUSSOUFI.

Arrêté du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle n° 1233-98 du 24 moharrem 1419 (21 mai 1998) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé de la solidarité et de l'action humanitaire.

LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL, DE LA SOLIDARITÉ, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE,

Vu le dahir n° 1-98-38 du 17 kaada 1418 (16 mars 1998) portant nomination des membres du gouvernement ;

Vu le dahir n° 1-80-275 du 5 safar 1401 (13 décembre 1980) fixant les attributions des secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat et habilitant les ministres dont ils relèvent à leur déléguer leur signature ou certaines de leurs attributions ;

Vu le décret n° 2-95-321 du 10 rejeb 1417 (22 novembre 1996) fixant les attributions et l'organisation du ministère de l'emploi et des affaires sociales, notamment ses articles 11, 12, 13 et 14 ;

Vu le décret n° 2-98-412 du 15 moharrem 1419 (12 mai 1998) relatif aux attributions du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Délégation est donnée à M. Hamou Ouhali, secrétaire d'Etat auprès du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé de la solidarité et de l'action humanitaire, à l'effet d'exercer les attributions du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle, mentionnées ci-après, à l'exclusion du contreseing des actes réglementaires du Premier ministre :

– l'éducation et la sensibilisation des populations à haut risque ;
– la mise en place de structures appropriées d'assistance, de réhabilitation et d'accueil nécessaires à la promotion sociale ainsi qu'à la prévention et à la lutte contre les fléaux sociaux ;
– la participation en collaboration avec les ministères concernés aux activités des organismes à caractère social ;
– la réalisation d'études et enquêtes relatives aux affaires sociales.

ART. 2. – Pour l'exercice des attributions prévues à l'article premier ci-dessus, M. Hamou Ouhali dispose des structures administratives suivantes, placées sous l'autorité du ministre du développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle :

– la division de l'action sociale relevant de la direction des affaires sociales ;
– le service de la protection des personnes âgées relevant de la division de la condition féminine, de la famille et de la protection de l'enfance à la direction des affaires sociales ;
– le service de l'encadrement et de l'information relevant de la division de la condition féminine, de la famille et de la protection de l'enfance à la direction des affaires sociales.

ART. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel.*

Rabat, le 24 moharrem 1419 (21 mai 1998).
KHALID ALIOUA.

Vu : Le Premier ministre,
ABDERRAHMAN YOUSSOUFI.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 552-98 du 7 moharrem 1419 (4 mai 1998) fixant les conditions d'agrément des établissements de crédit effectuant des opérations de crédit foncier et de crédit à la construction.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le décret royal portant loi n° 552-67 du 26 ramadan 1388 (17 décembre 1968) relatif au crédit foncier, au crédit à la construction et au crédit à l'hôtellerie, tel qu'il a été modifié, notamment ses articles 2 et 3 ;

Après avis du comité des établissements de crédit émis en date du 10 février 1998,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Peuvent être agréées pour effectuer les opérations de crédit foncier et de crédit à la construction dans le cadre du décret royal portant loi n° 552-67 du 26 ramadan 1388 (17 décembre 1968) susvisé, les personnes morales agréées conformément aux dispositions du dahir portant loi n° 1-93-147 du 15 moharrem 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle, soit en qualité de banques, soit en qualité de sociétés de financement habilitées à effectuer les opérations de crédit immobilier.

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

ART. 2. – En vue d'obtenir l'agrément susvisé, les établissements de crédit concernés doivent adresser une demande à cet effet au ministre chargé des finances et produire, à l'appui de cette demande :

- leurs statuts dûment mis à jour ;
- une note sur les moyens techniques, financiers et humains qu'ils envisagent de mettre en place pour la réalisation de leur objet et en particulier pour la promotion des logements économiques ;
- l'engagement de réserver au logement économique une part au moins égale à 30% du volume des crédits octroyés à l'immobilier.

ART. 3. – La décision portant agrément ou refus, s'il y a lieu, est notifiée au demandeur dans un délai maximum de six mois à compter de la date de réception de la demande. L'arrêté portant agrément est publié au « Bulletin officiel ». Ampliation de cet arrêté est communiquée à Bank Al-Maghrib, au comité des établissements de crédit et à l'association professionnelle concernée.

ART. 4. – Les conditions d'intervention des établissements agréés, dans le financement du logement économique, seront fixées par des conventions liant lesdits établissements et l'Etat représenté par le ministre chargé des finances, conformément aux dispositions de l'article 37 du décret royal portant loi n° 552-67 du 26 ramadan 1388 (17 décembre 1968) précité.

ART. 5. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel.*

Rabat, le 7 moharrem 1419 (4 mai 1998).

FATHALLAH OUALALOU.

Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat et du ministre de l'équipement n° 1139-98 du 16 moharrem 1419 (13 mai 1998) portant homologation de normes marocaines.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT,

LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-70-314 du 6 chaabane 1390 (8 octobre 1970) fixant la composition et les attributions des organismes chargés de la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité ;

Vu l'avis favorable du conseil supérieur interministériel de la qualité et de la productivité (C.S.I.Q.P) réuni le 4 février 1998,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. – Sont homologuées comme normes marocaines les normes annexées au présent arrêté.

ART. 2. – Les normes visées à l'article premier ci-dessus, sont tenues à la disposition des intéressés au ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, service de normalisation industrielle marocaine (SNIMA).

ART. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel.*

Rabat, le 16 moharrem 1419 (13 mai 1998).

Le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat,	*Le ministre de l'équipement,*
ALAMI TAZI.	BOUAMOR TAGHOUAN.

*
* *

Annexe

NM 03.4.003 : liants hydrocarbonés – Bitume fluidifié – Spécifications ;

NM 03.4.050 : essai statique sur mélange hydrocarboné à chaud ;

NM 03.4.051 : liants hydrocarbonés – Bitumes purs – Indice de susceptibilité thermique ;

NM 03.4.052 : liants hydrocarbonés – Mesure de la cohésion après mûrissement des cut-backs ;

NM 03.4.053 : essai de mesure de macrotexture – Hauteur au sable ;

NM 10.1.175 : bétons – Surfaçage au souffre des éprouvettes cylindriques ;

NM 10.1.177 : bétons – Mise en place par piquage ;

NM 10.1.178 : bétons – Mise en place par aiguille piquante ;

NM 10.1.182 : bétons – Essais d'étude, de convenance et de contrôle – Confection et conservation des éprouvettes.

Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat et du ministre de l'équipement n° 1140-98 du 16 moharrem 1419 (13 mai 1998) portant homologation de normes marocaines.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT,

LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-70-314 du 6 chaabane 1390 (8 octobre 1970) fixant la composition et les attributions des organismes chargés de la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité ;

Vu l'avis favorable du conseil supérieur interministériel de la qualité et de la productivité (C.S.I.Q.P) réuni le 18 mars 1998,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. – Sont homologuées comme normes marocaines les normes désignées ci-après :

NM 03.4.054 : effet de la chaleur et de l'air sur un film de bitume en mouvement (R.T.F.O.T) ;

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

NM 03.7.200 : normes de surveillance de la qualité des eaux de baignade ;

NM 10.1.213 : liants hydrauliques – Contenu net des préemballages.

ART. 2. – Les normes visées à l'article premier ci-dessus, sont tenues à la disposition des intéressés au ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, service de normalisation industrielle marocaine (SNIMA).

ART. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel.*

Rabat, le 16 moharrem 1419 (13 mai 1998).

Le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat,
ALAMI TAZI.

Le ministre de l'équipement,
BOUAMOR TAGHOUAN.

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat n° 1037-98 du 29 hija 1418 (27 avril 1998) attribuant le droit d'usage de la marque de conformité aux normes marocaines aux sociétés INES et l'Usine électrique.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-93-530 du 3 rabii II 1414 (20 septembre 1993) pris pour l'application du dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) précité ;

Après avis du comité technique d'élaboration des normes marocaines concerné,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – La marque de conformité aux normes marocaines est attribuée à la société INES pour les produits désignés ci-après et fabriqués à l'usine, sise boulevard Chefchaouni, route 110, km 11,5 – Aïn Sebaâ, Casablanca.

– ICD de diamètre 21 et 29 mm et relevant de la norme marocaine NM 06.6.038 : 1987.

ART. 2. – La marque de conformité aux normes marocaines est attribuée également à la société « l'Usine électrique » pour les produits désignés ci-après et fabriqués à l'usine, sise 83, rue Chakaike Annomane, boulevard Yacoub El Mansour, Beauséjour, Casablanca.

– Disjoncteurs de branchement différentiel avec bouton test pour tableaux de contrôle d'installation spéciale et relevant de la norme marocaine NM 06.6.022 : 1998, à savoir :

* Disjoncteur bipolaire de référence DD 215500 T d'intensité de réglage 05.10.15 A ;

* Disjoncteur bipolaire de référence DD 230500 T d'intensité de réglage 10.15.20.25.30 A ;

* Disjoncteur tétrapolaire de référence DD 430500 T d'intensité de réglage 10.15.20.25.30 A.

ART. 3. – La société INES et la société « l'Usine électrique » sont autorisées à apposer la marque de conformité aux normes marocaines sur les produits visés respectivement aux articles premier et 2 ci-dessus.

ART. 4. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel.*

Rabat, le 29 hija 1418 (27 avril 1998).
ALAMI TAZI.

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

TEXTES PARTICULIERS

Décret n° 2-98-223 du 8 moharrem 1419 (5 mai 1998) décidant le transfert de 117.000 actions détenues par l'Etat aux salariés de la Société nationale de sidérurgie « SONASID ».

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé, promulguée par le dahir n° 1-90-01 du 15 ramadan 1410 (11 avril 1990), notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 2-90-577 du 25 rabii I 1411 (16 octobre 1990) pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 39-89 susvisée ;

Sur proposition du ministre du secteur public et de la privatisation et après avis de la commission des transferts,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Sont transférées aux salariés de l'entreprise ayant une ancienneté d'une année au moins et dont les noms et prénoms figurent sur la liste annexée au présent décret, cent dix-sept mille (117.000) actions détenues par l'Etat dans le capital de la société « SONASID ».

ART. 2. – Le prix de cession aux salariés est de deux cent soixante et un dirhams et quatre-vingts centimes (261,80 DH) par action, après application d'un rabais de 15% sur le prix d'offre en bourse qui a été de trois cent huit dirhams (308 DH).

ART. 3. – Le ministre du secteur public et de la privatisation est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel.*

Fait à Rabat, le 8 moharrem 1419 (5 mai 1998).

ABDERRAHMAN YOUSSOUFI.

Pour contreseing :

Le ministre du secteur public et de la privatisation,

RACHID FILALI.

*
* *

Tableau de répartition des actions « SONASID » souscrites par le personnel

MATRICULE	PRENOM ET NOM	GRADE	NOMBRE D'ACTIONS
40023	Moulay Mohamed Aabou	O - E	114
40223	Allal Aachouba	O - E	114
40178	Mohamed Aaraar	O - E	182
10097	Abderrahim Aarab	H - C	344
40500	Abdellah Aaydi	O - E	114
10089	Abdelkader Abassi	H - C	420
40659	Lahoucine Abdaim	O - E	27
40497	Toufik Abdel-Ilah	O - E	124
10095	Ibrahim Abdelhak	H - C	719
40224	El Bachir Abdennebi	O - E	167
40430	Abdellah Abdoun	O - E	114
20230	Moussa Aberkan	TAMCA	212
40333	Rachida Aberkani	O - E	167
40658	Mohamed Abidar	O - E	27
40562	Hassan Aboul	O - E	87
40154	Moulay Lahcen Abouzaid	O - E	178
20136	Mohamed Achalhi	TAMCA	260
40346	Omar Achekhi	O - E	114
40283	Mohamed Achoubi	O - E	128
40628	Mohamed Achouyab	O - E	86
20222	Omar Addi	TAMCA	186
20223	El Houssine Addoubi	TAMCA	115
40663	Lahoucine Agharas	O - E	20
40612	Abdeslam Agrach	O - E	63
40558	Khadija Ahadaoui	O - E	71
20212	Mohamed Ahamrouni	TAMCA	209
40247	Mimoun Ahmaddouch	O - E	169
40241	Abderrahim Ahouari	O - E	114
40624	Mohamed Ainaaissa	O - E	65
40531	Abdeslam Aissaoui	O - E	103
40362	Said Ait Rahou	O - E	114
20195	Mohamed Ajjaji	TAMCA	190
40196	Mimoun Ajray	O - E	114
40653	Ali Akaaouch	O - E	44
40615	Mimoun Akalai	O - E	75
40649	Abdelnabi Akebi	O - E	41
20204	Abdelmajid Akhal	TAMCA	130
40246	Ahmed Akrach	O - E	114
40066	Hafida Akrach	O - E	187
40132	Houssine Al Jarroudi	O - E	172
40541	Ahmed Al Mahmoudi	O - E	63
10086	Mohamed Al Makkiui	H - C	267
40380	Brahim Al Mourabit	O - E	114
20206	Abdelmoneim Al Yazidi	TAMCA	100
40620	Moulay Mustapha Alaoui	O - E	69
20053	Sidi Mohamed Rachid Alaoui	TAMCA	328
10091	Hachem Alaoui Mdarhri	H - C	855
40508	Moulay Ali Ali Lafkih	O - E	142
40635	Mahmoud Alji	O - E	53
40180	Mimoun Allali	O - E	162
40323	Driss Amaadachou	O - E	154
40336	Mohamed Amalam	O - E	129
20118	Didouh Amamou	TAMCA	303
20105	Lahbib Amamou	TAMCA	305
40301	Lakhdar Amamou	O - E	136
40201	Ambarek Ambarki	O - E	164
40565	Mustapha Amdari	O - E	71
40434	Lahoucine Amellal	O - E	134
40633	El Ouardani Amjahad	O - E	60
20221	Hassan Amjahid	TAMCA	219
40290	Benyouness Anhari	O - E	114
40403	Mohammed Ankouri	O - E	114
40279	Rabah Aouaj	O - E	138
40627	Abdenbi Aouane	O - E	78
20116	Mohammed Aouichi	TAMCA	225
40321	Khader Aouragh	O - E	114
40630	Mimoun Aouragh	O - E	70
40662	Ali Arah	O - E	32
40618	El Hassane Arhlane	O - E	70
40452	Moustapha Arrahi	O - E	114
20125	Abdelhafid Asbai	TAMCA	242
40329	Idriss Asbai	O - E	180
40299	Tahar Asri	O - E	143
40466	Mimoun Assri	O - E	106
40537	Ahmed Atrar	O - E	93
40571	Driss Ayoubi	O - E	89
10107	Lahcen Azhich	H - C	38
40037	Mohamed Azmaoune	O - E	240
20128	Abdeslam Azouagh	TAMCA	225

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

MATRICULE	PRENOM ET NOM	GRADE	NOMBRE D'ACTIONS
20370	Abdelkader Azzaitouni	O - E	114
40252	Driss Azzammouri	O - E	235
40374	Abdelmajid Bachaou	O - E	233
20090	Mohamed Bachiri	TAMCA	220
20108	Mohamed Badinini	TAMCA	347
40583	Jamal Bajja	O - E	80
40383	Boujema Balili	O - E	114
40216	Mohamed Banhakeia	O - E	200
40115	Mohamed Barkani	O - E	264
20109	Hassan Bassim	TAMCA	279
40237	Said Baztot	O - E	114
40439	Aomar Bel-Hassani	O - E	114
40407	Ahmed Belaidi	O - E	114
20150	Ali Belghazi	TAMCA	240
20100	El Houaria Belhaj	TAMCA	190
40184	Moussa Belkaid	O - E	114
20209	Mohammed Bellagnech	TAMCA	241
40092	Mohamed Bellahcen	O - E	114
40573	Al Mustapha Belmarhum	O - E	105
40643	Omar Belmokhtar	O - E	51
20134	Abdeslem Ben Baouch	TAMCA	300
20029	Abderrazak Ben Bouaza	TAMCA	330
40159	El Hassan Ben Hammane	O - E	138
10083	Abdel-Ilah Benahmed	H - C	662
40285	Hassan Benamar	O - E	114
10066	Mohammed Benamar	H - C	1439
20028	Amar Benayada	TAMCA	190
10105	Bachir Benayada	H - C	496
40609	Ahmed Benazza	O - E	80
10090	Mustapha Benbachir	H - C	435
20130	El Hassane Benchat	TAMCA	190
20152	Abdelhamid Bendahhou	TAMCA	200
40108	Sadik Benguerch	O - E	114
20178	Hassan Benhima	TAMCA	257
20072	Ahmed Benjedi	TAMCA	100
20197	Houria Benjilany	TAMCA	190
40035	Abdelouahed Benkassem	O - E	114
10052	Omar Benkirane	H - C	1410
40036	Omar Bennani	O - E	88
20156	Bouziane Benseddik	TAMCA	190
10102	Adnane Benyahya	H - C	802
20097	Benabdellah Benyahaya	TAMCA	400
20177	Maachou Berrahou	TAMCA	326
40073	Jamil Berraja	O - E	114
10018	Boumediene Berraoui	H - C	1526
10081	Jillali Bettich	H - C	962
40444	Mohamed Bidaoui	O - E	113
40319	Hassan Botarfass	O - E	114
40605	Bouchta Bouaamama	O - E	60
40483	Mohammed Bouabdallaoui	O - E	129
40161	Houcine Bouaksi	O - E	114
40265	Mokhtar Bouamama	O - E	133
20210	Abdelaziz Bouanan	TAMCA	260
40598	El Hadi Bouanan	O - E	81
40456	Abdelhak Bouassaba	O - E	99
40448	Mohamed Bouazzati	O - E	114
40487	Boutayeb Bouchkhachakh	O - E	186
40454	Ahmed Bouchnafati	O - E	136
40596	Tahar Bouda	O - E	79
40425	Boujemaa Boudad	O - E	114
40591	Abdelhamid Boudali	O - E	78
40026	Mohammed Boudarssa	O - E	225
40604	Abdelhakim Boughardayan	O - E	74
40579	Mustapha Bouhaddouz	O - E	70
40164	Abdellatif Bouhajra	O - E	114

MATRICULE	PRENOM ET NOM	GRADE	NOMBRE D'ACTIONS
40144	Abdelkarim Bouharrou	O - E	114
20157	Rachid Bouhassoun	TAMCA	267
40468	El Hadi Bouhjar	O - E	96
40530	Said Bouhjar	O - E	126
20188	Benaissa Bouhnani	TAMCA	200
40297	Haddou Bouhou	O - E	136
20149	Mohammed Bouih	TAMCA	190
10005	Naceur Bouimadaghene	H - C	1779
40517	Mohammed Boujdaine	O - E	99
40398	Elhoussine Boujida	O - E	114
40315	Mohamed Boujida	O - E	114
40330	Mohamed Boukatcha	O - E	114
40450	Ahmed Boukhniaf	O - E	103
40058	Mohamed Boukhniaf	O - E	114
40524	Benaissa Bouklata	O - E	125
20099	Abdellah Boukraa	TAMCA	363
40502	Saleh Boukraa	O - E	168
20219	Tahar Boukraa	TAMCA	313
40499	Mohammed Boulehoual	O - E	114
40129	Ahmed Boumazzough	O - E	202
40123	Hamid Bounaouar	O - E	114
40660	M'Bark Bounnit	O - E	28
20087	Zouaoui Bounou	TAMCA	190
40107	Halima Bourdim	O - E	196
40228	Si Mohamed Boushaba	O - E	217
20114	Abdelmalik Boussata	TAMCA	249
20205	Ahmed Boussou	TAMCA	97
40081	Moustapha Boutaliss	O - E	206
40350	Mimoun Boutanghach	O - E	184
40014	Larbi Boutaourout	O - E	241
40031	Omar Boutaourout	O - E	114
40489	Ahmed Bouyanzar	O - E	114
40529	Mohammed Bouzarmad	O - E	96
20120	Said Bouzid	TAMCA	190
40417	Abdelkhalek Bouzkaoui	O - E	114
40553	Noureddine Bziouet	O - E	101
10098	Srhir Bziouet	H - C	267
20218	Bouchaib Chaabi	TAMCA	190
20123	Malika Chakil	TAMCA	245
20179	Boutahar Chakir	TAMCA	227
20146	Mehdi Chaou	TAMCA	206
20039	Abdelmoumene Chaoui	TAMCA	323
40273	Said Charraa	O - E	114
40495	Abdennassar Chattou	O - E	186
20142	Kouider Chellali	TAMCA	259
10106	Mohammed Cherif	H - C	114
20143	Moha ou Omar Cherkaoui	TAMCA	190
20057	El Hadj Chetouani	TAMCA	400
40368	Tahar Chihab	O - E	151
40515	Boubkar Chikh M'Hend	O - E	101
20232	Ahmed Chlaghmia	TAMCA	169
40404	Nour-Eddine Choa	O - E	167
40555	Mohamed Choua	O - E	88
40160	El Yakine Chourak	O - E	114
20132	Mjahad Chtaiti	TAMCA	251
20011	Said Coucou	TAMCA	448
40491	Mohamed Daadouai	O - E	92
40335	Saddik Daadouai	O - E	114
20229	Mohammed Dabihi	TAMCA	180
20183	Mohand Dahmane	TAMCA	228
20041	El Habib Dahmani	TAMCA	350
40655	El Houssine Dahmani	O - E	50
20046	El Mokhtar Daki	TAMCA	400
40668	Atman Danfour	O - E	20
40264	Allal Dardoure	O - E	182

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

MATRICULE	PRENOM ET NOM	GRADE	NOMBRE D'ACTIONS
40561	Ali Dardouri	O - E	88
40544	El Mostafa Darja	O - E	88
40116	Ahmed Darouich	O - E	204
40229	Mostafa Darraz	O - E	143
40416	Driss Darssi	O - E	126
40510	Hassan Demiathi	O - E	106
20131	Abdelkhaliq Dinar	TAMCA	190
40608	Brahim Dinar	O - E	79
40569	Mohammed Douhou	O - E	131
10034	Ali Douyeb	H - C	1315
20192	Mostafa Echchatouani	TAMCA	209
40626	El Hassan El Aazzouzi	O - E	62
20107	Mohammed El Abbadi	TAMCA	200
20094	Mostafa El Ajroudi	TAMCA	327
40293	Mohamed El Allali	O - E	164
40198	Jillali El Alouani	O - E	114
40625	Mohamed El Ammari	O - E	66
40171	Abdelaziz El Ammouri	O - E	114
40587	Ali El Amouri	O - E	86
20220	Mohamed El Amouri	TAMCA	200
40172	Mohamed El Amrani	O - E	214
10100	Magnia El Amraoui	H - C	243
40061	Nourdin El Amri	O - E	209
20207	Abderrahman El Aroui	TAMCA	200
10049	Khaddouj El Assad	H - C	972
40648	Farid El Atmani	O - E	48
20186	Karima El Atmani	TAMCA	243
40493	Bouzian El Ayoubi	O - E	108
40577	Sedik El Ayoubi	O - E	66
40266	Ahmed El Ayyachi	O - E	114
20176	Abdelhafid El Badmoussi	TAMCA	167
40090	Mohamed El Baghdadi	O - E	139
40137	Mohammed El Bali	O - E	155
20170	Mohamed El Baraka	TAMCA	253
40578	Abdessadeq El Baroudi	O - E	62
40205	Ali El Barraghi	O - E	173
40548	Amar El Baz	O - E	67
10074	Youssef El Baz	H - C	875
40367	Mohamed El Bechri	O - E	114
40300	Mustapha El Benaissati	O - E	114
40559	Ahmed El Boujaddaini	O - E	68
40484	Mimoun El Boukhrissi	O - E	108
20172	Salah El Fahimi	TAMCA	253
40177	Mohamed El Fayda	O - E	114
40582	El Hassan El Gazari	O - E	65
40442	El Khadir El Gham	O - E	114
40342	Mohammadi El Ghoul	O - E	107
10099	Latifa El Gouraani	H - C	497
20217	Driss El Guergai	TAMCA	181
40440	Benaissa El Haddioui	O - E	104
40646	Abdelaziz El Hafhafi	O - E	60
40421	Mimoune El Hammamel	O - E	114
20200	El Houcine El Haouari	TAMCA	190
40244	Najim El Harm	O - E	147
40103	Omar El Harouat	O - E	114
40011	Mohamed El Hilaa	O - E	114
40471	Khalid El Hilali	O - E	114
40552	Benaissa El Idrissi	O - E	100
40634	Noureddine El Idrissi	O - E	39
20169	Lamfaddal El Jebli	TAMCA	228
40574	Abdessamad El Kadaoui	O - E	75
40590	Hassan El Kadaoui	O - E	80
40307	Abdelouahab El Kadiri	O - E	114
40408	Amar El Kadiri	O - E	114
40420	Ali El Kajdouhi	O - E	144

MATRICULE	PRENOM ET NOM	GRADE	NOMBRE D'ACTIONS
20086	Abdeslam El Kandoussi	TAMCA	417
40312	Mohammed El Kandoussi	O - E	168
40585	Majida El kanfaoui	O - E	73
40661	Ali Al Karf	O - E	20
40470	Mohammed El Keibi	O - E	114
40191	Ahmed El Maghraoui	O - E	114
40242	El Mustapha El Mahi	O - E	199
20137	Farid El Mahjoubi	TAMCA	220
20079	Aicha El Manssouri	TAMCA	271
40426	Mohamade El Mard	O - E	114
20098	Mohamed El Mekki	TAMCA	190
40341	Azzouz El Mezrichi	O - E	114
40260	Omar El Mimouni	O - E	181
40032	M'barek El Mouaouine	O - E	114
40672	Abdelhanine El Moutamanni	O - E	28
40542	Taleb Kheir El Oiaabane	O - E	63
40195	Toufik El Otmani	O - E	141
40377	El Hassan El Ouahabi	O - E	186
40629	Ahmida El Ouardani	O - E	46
20215	Abdelouahid El Ouariachi	TAMCA	220
10101	Hassan El Yaagoubi	H - C	556
40318	Ahmed El Yazidi	O - E	142
10015	Ali El-Mardi	H - C	1186
40451	Abdeslam El Bachiri	O - E	112
40458	El Hassan El Janah	O - E	154
40464	Abderrahman Elkandoussi	O - E	125
20122	Driss Elkarouni	TAMCA	200
20196	Miloud Elliaoui	TAMCA	190
40514	Yahya Elliaoui	O - E	132
40443	Aissa El Madani	O - E	114
20224	Laaboubi Anmar	TAMCA	44
40119	Ahmed Ennasr	O - E	114
40594	Ahmed Er-Raji	O - E	63
20226	Bouchra Erraji	TAMCA	33
40183	Mustapha Errifai	O - E	191
40345	Allal Et Taki	O - E	110
40217	Mohamed Ettalhaoui	O - E	154
20231	Bachir Ettanouti	TAMCA	180
40638	Mohammadi Fadil	O - E	60
20093	Mohamed Faissal	TAMCA	236
10093	Mohamed El Habib Faiz	H - C	787
40015	Lahcen Farouki	O - E	222
40294	Miloud Fatan	O - E	139
40045	Abderrahmane Feddahi	O - E	114
40326	Tayeb Feddahi	O - E	114
40250	El Hassan Feissel	O - E	141
40325	Mostapha Felioune	O - E	114
20065	Abdallah Fritasse	TAMCA	337
40310	Ahmed Gabri	O - E	114
20144	Mohamed Galaa	TAMCA	190
20126	Mustapha Guentouri	TAMCA	245
40236	Mohamed Guerrouj	O - E	147
40100	Belgacem Habbouti	O - E	114
20106	Abdeslam Habsaoui	TAMCA	190
40665	Rachid Hadda	O - E	20
40091	Abdelouahad Haddouche	O - E	203
20171	Allal Hadouch	TAMCA	190
40199	Mimoun Hadria	O - E	160
40269	Fauzi Hafhafi	O - E	109
10092	Mohamed Hafhafi	H - C	872
40576	Mohamed Hafnaoui	O - E	83
40570	Abdelkbir Haizoun	O - E	94
10075	Abdel Ilah Hajji	H - C	870
40316	Bouazza Hajji	O - E	114
40219	Abdeslam Hallami	O - E	114

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

MATRICULE	PRENOM ET NOM	GRADE	NOMBRE D'ACTIONS
40586	Mohamed Halli	O - E	110
20153	Abdelkrim Hamdaoui	TAMCA	190
40286	Mohamed Hamdaoui	O - E	155
20067	Abdelkader Hamidi	TAMCA	353
40654	Majid Hamiti	O - E	48
40664	Hamdi Hamma	O - E	27
40516	Abdelhak Hammane	O - E	114
10079	Bahija Hammoukacem	H - C	647
40284	Ali Hamoumi	O - E	208
20139	Mohammed Haourir	TAMCA	359
20189	Abdelkader Harraou	TAMCA	214
40621	Lhoussaine Harroud	O - E	54
40050	Abdelaziz Hassani	O - E	114
40606	M'hammed Hattabi	O - E	55
20228	Abdelkrim Hazzame	TAMCA	200
10014	Lahoussein Hebaz	H - C	1292
40641	Hassan Hernafi	O - E	59
40670	Benaissa Hilal	O - E	31
40545	Sidati Hilmi	O - E	59
40221	Mohammed Larbi Hmami	O - E	199
40308	Mostafa Houbban	O - E	177
10070	Mohamed Houssaini	H - C	667
40636	Mustapha Iatissami	O - E	54
20180	Lahoussaine Idali	TAMCA	190
40348	Mohammed Ikizou	O - E	99
40053	Melaid Imide	O - E	31
40135	Mohamed Izhar	O - E	186
40142	Hassan Jaatar	O - E	114
10084	Abdelhak Jabari	H - C	740
40039	Mohammed Jaoual	O - E	224
40647	Said Jaoual	O - E	40
40595	Abdeljalil Jarri	O - E	76
20051	Ahmed Jarri	TAMCA	429
40477	Hamid Jarroudi	O - E	101
40306	Sidi Ali Jebbar	O - E	200
20049	Mimoun Jiab	TAMCA	307
10076	Abdelhak jilani	H - C	1178
40140	Mimoun Kachout	O - E	178
40393	Hmida Kadaoui	O - E	158
10094	Abdellah Kaddouri	H - C	711
40536	Omar Kaddouri	O - E	85
20190	Yahya Karim	TAMCA	215
20203	Abdeladim Kasri	TAMCA	188
40622	Benaissa Kayoua	O - E	73
20184	Ahmed Kebdani	TAMCA	130
20037	El bachir Kessab	TAMCA	340
40010	Kacem Khairat	O - E	255
20063	Jaafar Khalil	TAMCA	247
20058	Youssef Khallouk Temsamani	TAMCA	350
40200	Kaddour Khamkham	O - E	230
40309	Tayeb Kharmach	O - E	160
40304	Masoud Khatiri	O - E	146
40000	Mohamed Khayar	O - E	114
20175	Abdelaziz Kherbouch	TAMCA	191
20021	Aicha Khirani	TAMCA	251
20044	Yamina Khirani	TAMCA	334
20096	Yahya Khomsi	TAMCA	443
20154	Rabah Khoumsi	TAMCA	219
40401	Mustapha Kobi	O - E	148
40644	Abdeslam Koubai	O - E	44
40494	Bouzian Koubiy	O - E	102
40631	Ahmed koulij	O - E	58
40004	Mustapha Laamiri	O - E	114
40675	Bouzian Laazibi	O - E	24
40428	M'Hamed Laazibi	O - E	114
40413	Mohammadi Laazibi	O - E	114
40281	Abderrahman Lagmiri	O - E	150
40270	Mohammed Lahdab	O - E	114
40651	Adbelmajid Lahlali	O - E	42
40507	Aali Lahraoui	O - E	112
40394	Noureddine Lahsini	O - E	165
40432	Driss Lakhal	O - E	114
40589	Mimoun Lamrini	O - E	77
40396	Abdelhakim Lamrini Alouahabi	O - E	114
40392	Nourdin Lamsayah	O - E	162
40550	Rabab Larossi	O - E	59
40358	Ali Lashab	O - E	141
20081	Azzeddine Lazrag	TAMCA	222
40657	Abdelfatah Legzouli	O - E	32
40109	Mimoun Lemkadmi	O - E	114
40384	Mustapha Liamani	O - E	114
40208	Benaissa Lotfi	O - E	131
20167	El houssine Loukah	TAMCA	354
40395	Abdilah Leqebbab	O - E	181
40539	Mimoun Lyouti	O - E	92
40453	Mohamed Maach	O - E	114
20198	Mohammed Maamar	TAMCA	79
20045	Mohammed Mahloub	TAMCA	190
40475	Mohamed Mahou	O - E	114
20202	Fatima Makboul	TAMCA	187
20216	Abdeslam Makra	TAMCA	162
40446	Allal Makrach	O - E	114
20043	Kaddour Maleb	TAMCA	266
40505	Samira Malki	O - E	111
40193	Ali Mallahi	O - E	148
40082	Mohamed Seghir Marzouk	O - E	206
20031	Abdellah Mastass	TAMCA	500
40671	Mohamed Maziri	O - E	36
40640	Mohammed Mellass	O - E	50
20026	Abdelkader Mellouki	TAMCA	200
20208	Benyounes Merbouh	TAMCA	235
10103	Mohammed Merbouh	H - C	561
20035	Nezha Mesfioui	TAMCA	300
40303	El Hassane Messaoudi	O - E	114
40488	Hassane Meziane	O - E	176
40334	Hassan Meziani	O - E	114
40376	Abdesselam Mimouni	O - E	114
40245	Mohammed Mjinina	O - E	129
20211	Abdellah Mokhtari	TAMCA	190
40114	Ali Morabit	O - E	265
40597	Bekkai Mossadeq	O - E	78
40034	Mohammed Moujahid	O - E	196
20124	Mohammed Amine Moujahid	TAMCA	259
10042	M'Hammed Mouline	H - C	1477
40637	Abdelati Mounib	O - E	94
20129	Ahmed Mounib	TAMCA	380
40249	Mostapha Mourabiti	O - E	182
40189	Mohamed Mourin	O - E	114
40547	El Moukhtar Moussaoui	O - E	83
40287	Elarbi Moussaoui	O - E	191
40623	Otmane Moussaoui	O - E	55
40554	Mohamed Moussati	O - E	79
40320	Mohamed Myi	O - E	114
40580	Mohammed Naji	O - E	73
40147	Abderrahim Naou	O - E	224
40543	El Mahfoud Ndour	O - E	59
40599	Youssef Nejjari	O - E	72
20199	Abdelmalik Nouh	TAMCA	87
40504	Fatima Nour	O - E	79
40669	Aïcha Nouri	O - E	22

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

MATRICULE	PRENOM ET NOM	GRADE	NOMBRE D'ACTIONS
40619	Louiza Oiriachi	O - E	52
20193	Mohammed Oizna	TAMCA	200
40600	Mohammed Ouahhab	O - E	69
40024	El Houssaine Ouahhane	O - E	230
20077	Boujemaa Oualaddane	TAMCA	292
40226	Abdelmalik Ouass	O - E	131
40181	Najib Ouass	O - E	183
40592	Driss Ouben Heddi	O - E	48
40652	Hamid Ouchni	O - E	45
40563	Abdeslam Ouhaghi	O - E	74
40001	Mohamed Ouihi	O - E	337
20074	Abdelaziz Ouloul	TAMCA	270
40134	Omar Qaba	O - E	114
40613	Elarbi Qobeiba	O - E	61
10085	Mostafa Rabhi	H - C	1219
40526	Abdelhaq Rachidi	O - E	96
40084	Khalifa Rachidi	O - E	114
20023	Zohra Radi	TAMCA	345
40521	Abdelkader Rahaoui	O - E	79
40575	Hassan Rahim	O - E	77
40449	Mohammed Fadil Raki	O - E	130
40176	Mustapha Redouane	O - E	114
40324	Noureddine Remchaoui	O - E	141
40639	Abdelhak Rhadouani	O - E	36
40078	Mohammed Rhaloussi	O - E	217
40601	Mohamed Rhanjati	O - E	80
20071	Abderrafik Rhilal	TAMCA	290
20078	Abdelkader Rouibeh	TAMCA	317
20062	Ahmed Saadi	TAMCA	190
20055	Youssef Sabouni	TAMCA	264
20070	Omar Saddiki	TAMCA	433
40051	Lahbib Saha	O - E	180
20127	Ben Allal Saidi	TAMCA	190
40632	El Bekay Saidi	O - E	62
40518	Abdellah Saji	O - E	126
20159	Mohammed Saji	TAMCA	425
10043	Abdellah Sakali	H - C	1390
40104	M'Hamed Sakere	O - E	114
40313	Benaissa Sakite	O - E	114
40534	Ahmed Salhi	O - E	94
40152	Mokhtar Salhi	O - E	200
40203	Ahmed Salky	O - E	114
40186	Mustapha Samari	O - E	148
40549	Mohammed Samin	O - E	60
40473	Boujema Sebaoui	O - E	108
20174	M'hammed Sefraoui	TAMCA	165
20160	Ahmed Seghiri	TAMCA	286
20050	Aïcha Seghrouchni	TAMCA	278
20006	Mostafa Sekkat	TAMCA	482
40071	Mohammed Senhaji	O - E	196
20080	Abdelaziz Serraou	TAMCA	301
40551	Sidi Mohamed Bachir Sidezzine	O - E	51
40460	Naoual Skalli	O - E	112
10001	Abdellah Souibri	H - C	4693
40584	Allal Taadou	O - E	64
20060	Ali Tacherifine	TAMCA	190
40344	Mouloud Taheri	O - E	134
40182	El Horma Tahiri	O - E	114
40248	El Bachir Tahri	O - E	114
40674	M'hammed Talaa	O - E	24
10078	Nabil Talhi	H - C	920
40433	Mustapha Taziouen	O - E	114
40411	Mohammed Tichout	O - E	207
40527	Fouzia Tizguine	O - E	84
40607	Fettouh Tmimi	O - E	113
20151	Ahmed Touhni	TAMCA	302
20121	Ahmed Tricha	TAMCA	274
10104	Ali Wahi	H - C	587
40447	Houari Yafrani	O - E	101
40235	Ahmed Yahia	O - E	169
20133	Dahou Yahyaoui	TAMCA	200
40656	Hayat Yatrib	O - E	42
40463	Batoula Yousfi	O - E	93
10088	El Mostafa Zada	H - C	648
40173	Ahmed Zahar	O - E	114
20191	Hassan Zahi	TAMCA	276
20182	Ahmed Zaida	TAMCA	189
40400	Mohammadi Zakriti	O - E	114
40230	Ahmed Zammouri	O - E	114
40291	El Mahdi Zarioh	O - E	140
40378	Farid Zariouh	O - E	114
40462	Jamila Zarrouk	O - E	100
40406	Noureddine Zeriouh	O - E	114
20056	Aissa Zerouali	TAMCA	250
20166	Belkacem Zerouali	TAMCA	421
40253	Mimoun Ziachi	O - E	204
40402	Nasra-din Ziani	O - E	163
20161	Ali Zini	TAMCA	311
40581	Kassem Zouguagh	O - E	64
20214	Driss Zouine	TAMCA	190
20052	Mohamed Zouine	TAMCA	260
	TOTAL		117.000

Décret n° 2-98-377 du 23 moharrem 1419 (20 mai 1998) portant classement de la casbah de Caïd Ali Al-Jadida, sise à la commune d'Agdz, province de Zagora, et ses annexes en tant que monuments historiques.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi n ° 22-80 relative à la conservation des monuments historiques et des sites, des inscriptions, des objets d'art et d'antiquité promulguée par le dahir n° 1-80-341 du 17 safar 1401 (25 décembre 1980) ;

Vu le décret n ° 2-81-25 du 23 hija 1401 (22 octobre 1981) pris pour l'application de la loi précitée ;

Vu la demande présentée par M. Aït El Caïd Ahmed Ben Ali en date du 1er février 1995 sollicitant le classement de la casbah de Caïd Ali Al-Jadida, sise à la commune d'Agdz, province de Zagora, en tant que monument historique ;

Vu le procès-verbal de la commission de classement réunie le 28 juin 1995 ;

Vu l'arrêté du ministre des affaires culturelles n° 737-97 du 17 kaada 1417 (27 mars 1997) ordonnant une enquête publique sur le classement de la casbah de Caïd Ali Al-Jadida d'Agdz en tant que monument historique ;

Considérant que le classement n'a été l'objet d'aucune remarque à l'issue de l'enquête publique menée à la municipalité d'Agdz ;

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

Sur proposition du ministre des affaires culturelles et après avis du ministre chargé de l'aménagement du territoire, de l'environnement, de l'urbanisme et de l'habitat,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Sont classées comme monuments historiques, la casbah de Caïd Ali Al-Jadida et ses annexes, sises à la commune d'Agdz, telles qu'elles sont figurées au plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. – Il ne peut être apporté de modification à l'aspect général de l'édifice de la casbah ou de ses annexes de même que l'élévation d'une nouvelle construction, quelle qu'elle soit, sauf autorisation de l'inspection des monuments historiques relevant du ministère des affaires culturelles, conformément aux dispositions des articles 21, 22 et 23 de la loi susvisée n° 22-80.

ART. 3. – Le ministre des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 23 moharrem 1419 (20 mai 1998).
ABDERRAHMAN YOUSSOUFI.

Pour contreseing :
Le ministre
des affaires culturelles,
MOHAMED EL ACHAARI.

Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur n° 1094-98 du 8 chaoual 1418 (6 février 1998) approuvant les délibérations du conseil de la communauté urbaine de Meknès et des conseils communaux relevant de cette communauté, chargeant la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Meknès (RADEM), du service de l'assainissement, ainsi que le cahier des charges y annexé.

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir portant loi n° 1-76-583 du 5 chaoual 1396 (30 septembre 1976) relatif à l'organisation communale, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu le décret n° 2-64-394 du 22 joumada I 1384 (29 septembre 1964) relatif aux régies communales dotées de la personnalité civile et de l'autonomie financière ;

Vu les délibérations :

– du conseil de la communauté urbaine de Meknès, en date du 2 rejeb 1417 (14 novembre 1996) ;
– du conseil de la commune urbaine de Hamria, en date du 2 rabii I 1415 (31 août 1994) ;
– du conseil de la commune urbaine de Mechouar-Stinia, en date du 27 kaada 1416 (16 avril 1996) ;
– du conseil de la commune urbaine de Meknassat-Azzaytoune, en date du 19 joumada I 1415 (25 octobre 1994) ;
– du conseil de la commune urbaine d'Al-Ismaïlia, en date du 7 hija 1416 (26 avril 1996) ;
– du conseil de la commune urbaine de Toulal, en date du 4 hija 1416 (23 avril 1996) ;
– du conseil de la commune urbaine d'Ouislane, en date du 10 chaoual 1416 (29 février 1996),

Chargeant la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Meknès (RADEM), du service d'assainissement ;

Vu les délibérations du conseil d'administration de la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Meknès (RADEM) en date du 12 décembre 1996, acceptant la prise en charge du service d'assainissement ainsi que le cahier des charges correspondant,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Sont approuvés, tels qu'ils sont annexés à l'original du présent arrêté, les délibérations susvisées ainsi que le cahier des charges, chargeant la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de Meknès (RADEM) du service de l'assainissement.

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 8 chaoual 1418 (6 février 1998).
DRISS BASRI.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 539-98 du 17 moharrem 1419 (14 mai 1998) portant agrément de la société « SALAFIN » après le changement du lieu de son siège social.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le dahir portant loi n° 1-93-147 du 15 moharrem 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle, notamment ses articles 21 et 24 ;

Vu la demande de la société « SALAFIN » en date du 27 juin 1997 ;

Après avis conforme du comité des établissements de crédit émis en date du 10 février 1998,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La société « SALAFIN » est autorisée à continuer à exercer son activité en qualité de société de financement après le transfert de son siège social à rue Mohamed Arrachid, immeuble Iman Center (9e étage), Casablanca.

ART. 2. – Bank Al-Maghrib est chargée de l'application des dispositions du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 17 moharrem 1419 (14 mai 1998).
FATHALLAH OUALALOU.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 540-98 du 17 moharrem 1419 (14 mai 1998) portant agrément de la société « Assalaf Chaâbi du Tensift » après le changement du lieu de son siège social.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le dahir portant loi n° 1-93-147 du 15 moharrem 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle, notamment ses articles 21 et 24 ;

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

Vu la demande de la société « Assalaf Chaâbi du Tensift » en date du 12 décembre 1997 ;

Après avis conforme du comité des établissements de crédit émis en date du 10 février 1998,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La société « Assalaf Chaâbi du Tensift » est autorisée à continuer à exercer son activité en qualité de société de financement après le transfert de son siège social au n° 13, angle rues Allal Ben Ahmed et Abou Hayane Attaouhidi, quartier de l'Hôpital Guéliz, Marrakech.

ART. 2. – Bank Al-Maghrib est chargée de l'application des dispositions du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel.*

Rabat, le 17 moharrem 1419 (14 mai 1998).

FATHALLAH OUALALOU.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 541-98 du 17 moharrem 1419 (14 mai 1998) portant agrément de la Société africaine Louifak pour l'achat et le financement à crédit « SALAF » après le changement du lieu de son siège social.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le dahir portant loi n° 1-93-147 du 15 moharrem 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle, notamment ses articles 21 et 24 ;

Vu la demande de la société « SALAF » en date du 15 septembre 1997 ;

Après avis conforme du comité des établissements de crédit émis en date du 10 février 1998,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La Société africaine Louifak pour l'achat et le financement à crédit « SALAF » est autorisée à continuer à exercer son activité en qualité de société de financement après le transfert de son siège social au n° 12, rue Abou Al Hassan Al Achâari, Casablanca.

ART. 2. – Bank Al-Maghrib est chargée de l'application des dispositions du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel.*

Rabat, le 17 moharrem 1419 (14 mai 1998).

FATHALLAH OUALALOU.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 542-98 du 17 moharrem 1419 (14 mai 1998) portant agrément de la société « Union de crédit » après le changement du lieu de son siège social.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le dahir portant loi n° 1-93-147 du 15 moharrem 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle, notamment ses articles 21 et 24 ;

Vu la demande de la société « Union de crédit » en date du 9 mai 1997 ;

Après avis conforme du comité des établissements de crédit émis en date du 10 février 1998,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La société « Union de crédit » est autorisée à continuer à exercer son activité en qualité de société de financement après le transfert de son siège social au n° 52, boulevard Zerktouni (6e étage), Casablanca.

ART. 2. – Bank Al-Maghrib est chargée de l'application des dispositions du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel.*

Rabat, le 17 moharrem 1419 (14 mai 1998).

FATHALLAH OUALALOU.

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Extrait des décisions du directeur général des douanes et impôts indirects portant classement tarifaire diffusées durant le mois d'avril 1998.

(Article 15 - § 3 du code des douanes et impôts indirects)

DÉSIGNATION DES PRODUITS	CODIFICATION dans la nomenclature générale des produits	RÉFÉRENCES des avis de classements
« Gants pour la chirurgie de la sous-position n° 40.15.11 du système harmonisé » fabriqués par immersion, en caoutchouc vulcanisé non durci, de faible épaisseur, translucides, à bords roulés, résistants à la déchirure, présentés dans des emballages non stériles.	- 40.15.11 *du système harmonisé*	Note n° 6962/411 du 6-4-1998
Machine dite « Système de traitement des billets de banque BPS 500 », conçue pour identifier et vérifier électroniquement et selon des logiciels spécifiques les billets de banque.	- 84.72.90.00.00	Note n° 6991/411 du 6-4-1998
Article en verre creux, incolore simplement moulé, dénommé « verre de rechange pour phare ».	- 7014.0010.90	Note n° 6993/411 du 6-4-1998
« Tunnel de séchage » ou séchoir industriel dénommé « étuve de cuisson » produisant de l'air chaud à 150° C pour le séchage des carrosseries peintes.	- 8419.39.00.90	Note n° 6994/411 du 6-4-1998
Appareil dénommé « Compteur de trafic routier marque PEGASUS », destiné à déterminer le nombre de voitures.	- 90.29.10.10.00	Note n° 6997/411 du 6-4-1998
Appareil dénommé « Compteur de trafic routier marque UNICORN », destiné à déterminer le nombre et la vitesse des véhicules routiers	- 90.29.20.30.00	Note n° 6998/411 du 6-4-1998
Appareil dénommé « Compteur routier marque PHOENIX », destiné à déterminer le nombre et la vitesse des véhicules routiers	- 90.29.20.30.00	Note n° 6999/411 du 6-4-1998

Pour plus de détails sur la désignation des produits, les intéressés sont invités à consulter les notes y afférentes disponibles auprès du service de la communication et de la documentation de l'administration des douanes et impôts indirects et des associations professionnelles.

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.